



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 27/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM

1 RUE JOSEPH GRAFF
67810 Holtzheim

Références :
Code AIOT : 0056700320

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/06/2025 dans l'établissement SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM implanté 1 RUE JOSEPH GRAFF 67810 Holtzheim. L'inspection a été annoncée le 02/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale collective portant sur les rejets dans l'eau des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCOPA VIANDES HOLTZHEIM
- 1 RUE JOSEPH GRAFF 67810 Holtzheim
- Code AIOT : 0056700320
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SOCOPA Viandes est un abattoir de porcs. 300 porcs peuvent y être abattus chaque jour.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Réalisation de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7	Sans objet
2	Complétude de la déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
3	Justification de dépassements et actions correctives	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV	Sans objet
4	Existence d'un point de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50	Sans objet
5	Compteurs d'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La consommation annuelle d'eau, en diminution depuis plusieurs années, est encore légèrement au dessus du volume autorisé en 2024 (83000m³ consommés pour 80000m³ autorisés). L'exploitant devra veiller à poursuivre ses efforts pour être conforme en 2025, comme le laisse présager sa consommation sur les 6 premiers mois.

Des dépassements récurrents des seuils dans les rejets eaux sont observés, mais d'importants travaux sur la station de prétraitement ont été réalisés et sont encore en cours. Cela devrait permettre un retour à la conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : La déclaration des données d'émissions polluantes a été saisie pour l'année 2024. Cela n'avait cependant pas été réalisé en 2023, l'exploitant devra veiller à être plus régulier dans ses déclarations. Ce dernier fait part de l'arrivée de personnels supplémentaires, ce qui devrait lui permettre de mieux remplir ses obligations de déclaration.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Complétude de la déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Actions régionales, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident ; -les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement dans le sol de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté, provenant de déchets soumis aux opérations de " traitement en milieu terrestre " ou d'" injection en profondeur " énumérées à l'annexe I, de la directive 2008/98/CE du 19 novembre 2008 relative aux déchets ; -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; -les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; -la chaleur rejetée (par mégathermie) dès lors que celle-ci est supérieure à 100 Mth/ an pour les rejets en mer et 10 Mth/ an pour les rejets en rivière pour la période allant du 1er avril au 31 décembre ; -les rejets et transferts hors du site provenant de mesures de réhabilitation. Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils. [...]
Constats : En ce qui concerne la thématique de l'eau, la déclaration 2024 comporte les données concernant les volumes d'eau prélevés, les rejets en DBO5 et DCO et les volumes d'eau rejetés. Les données concernant l'azote global, le phosphore et les matières en suspension sont également saisies, sans dépasser les seuils de déclaration GERE.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Justification de dépassements et actions correctives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Actions régionales, Autosurveillance
Prescription contrôlée : IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations au plus tard le dernier jour du mois qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant. L'arrêté préfectoral peut prescrire l'obligation et le délai de transmission dans d'autres cas, lorsque le contexte local le justifie.
Constats : Les déclarations relatives aux autosurveillances des rejets dans les eaux superficielles sont saisies régulièrement sous GIDAF tous les mois (période 2024 - 2025 examinée). D'après l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 4 avril 2011, le prélèvement d'eau maximal annuel autorisé est de 80 000m ³ . En 2024, la déclaration GEREPA fait apparaître un prélèvement de 83000m ³ . Cependant, les consommations d'eau sont en diminution (99709m ³ déclarés en 2021), suite à un changement de matériel. En 2025, le relevé des consommations montre un prélèvement de 34309m ³ entre le 30 décembre 2024 et le 10 juin 2025, l'objectif de 80000m ³ pourrait ne pas être dépassé si la consommation se maintient. Il est demandé à l'exploitant d'être attentif à ne pas dépasser ce seuil, des mesures d'accompagnement et de formation du personnel sur la sobriété en eau pourraient utilement être déployées. Des dépassements des seuils fixés par l'article 4.3.9.1 de l'arrêté préfectoral du 11 avril 2011 sont observés de manière récurrente sur les rejets eau (par exemple, 2 dépassements en concentrations de matière en suspension (MES) et 11 dépassements de demande chimique en oxygène (DCO) en février 2025). L'exploitant explique que des travaux de remise en état de la station de prétraitement nécessitent du temps et sont encore en cours. Le tamis rotatif et le dégrilleur ont été remis en état. Ce dernier est opérationnel depuis environ 10 jours, cela devrait améliorer la qualité des rejets. Il reste à remettre en état le dégraisseur, l'étude est en cours avec un prestataire et devrait intervenir dans les mois qui viennent (des essais sont prévus en juillet pour déterminer les travaux à réaliser).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Existence d'un point de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Actions régionales, Eau
Prescription contrôlée : Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.
Constats : L'eau est prélevée et analysée en sortie de station de prétraitement. Le prélèvement se fait dans le canal de sortie, aisément accessible.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Compteurs d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions régionales, Eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé « et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ».
Constats : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur, accessible dans le terrain du site par une trappe. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre informatisé vu lors de la visite. La déclaration GERP 2024 de consommation d'eau est cohérente avec les données relevées.
Type de suites proposées : Sans suite